

## La place de l'Economie solidaire

INEES est intervenu lors des Journées d'études des Ecossolies, les 21 et 22 juin à Nantes, consacrées à la place de l'économie sociale et solidaire dans le développement des territoires.



Eric Lavillunière

Eric Lavillunière a témoigné sur les services de proximité fournis par les organisations d'économie solidaire en expliquant pourquoi et comment celles-ci répondent mieux aux besoins des populations, et notamment des plus démunies, et ce qu'elles portent sur le plan des valeurs démocratiques entre marché et solidarité.

Deux belles expériences présentées à Nantes:

*Le temps pour toi*

qui propose à des jeunes, salariés ou étudiants, d'être hébergés, à Nantes et dans les environs, chez des personnes âgées, seules ou isolées, en échange d'une présence et de quelques services qui rendent le quotidien de chacun plus agréable.

Le temps pour toi met en relation, établit un contrat, et accompagne les binômes pendant la durée de l'échange. Solidarité intergénérationnelle et volonté d'entraide sont les valeurs auxquelles se réfèrent les adhérents de l'association.

[www.letempspourtoi.fr/](http://www.letempspourtoi.fr/)

*Ça se visite*

une initiative originale de tourisme différent, qui permet de découvrir les quartiers populaires de Paris et sa proche banlieue, à travers ses habitants et par ses habitants qui révèlent les multiples facettes de leurs quartiers tels qu'ils sont aujourd'hui: vivants, contrastés, avec leurs ressources et leurs fragilités.

[www.ca-se-visite.fr](http://www.ca-se-visite.fr)

Lors d'une séance plénière Romain Bievier a présenté le système luxembourgeois et celui d'Objectif Plein Emploi en particulier. Il a insisté sur la qualité d'une politique qui gagnerait encore à évoluer d'une logique de «traitement social du chômage pour les publics en difficulté» à une approche de développement des activités d'économie solidaire.

Sa présentation a intéressé les représentants des communes de



Romain Binsfeld

Rome, Paris et Montréal, qui ont également parlé de leurs expériences, et tout particulièrement au Québec qui conduit à grande échelle des politiques de «développement économique communautaire».

INEES a promis d'organiser en automne 2007 une délégation, si possible avec des élus et des fonctionnaires, pour aller s'imprégner de ces pratiques et rencontrer nos homologues canadiens.

Conférence mondiale du Ciriec

## „Consolider des communautés“

Le Ciriec (Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) est une organisation scientifique internationale non gouvernementale.

Ses objectifs sont d'assurer et de promouvoir la collecte d'informations, la recherche scientifique et la publication de travaux concernant les secteurs économiques et les activités orientés vers le service de l'intérêt général et collectif:

- l'action des pouvoirs publics dans les domaines économiques (politique économique, régulation...)
- les services publics
- les entreprises publiques et mixtes aux niveaux national, régional et local
- économie sociale, coopératives, mutuelles et associations sans but lucratif,
- la participation des travailleurs

Cette conférence mondiale à Victoria (Colombie britannique, Canada), du 22 au 25 octobre 2007, s'intéresse aux divers champs de l'économie sociale et coopérative. Le thème général est „Consolider et bâtir des communautés: L'économie sociale dans un monde en mouvement.“

Le travail s'organisera autour de quatre sous-thèmes:

- L'économie sociale et les communautés: une perspective internationale
  - L'économie sociale face à la globalisation
  - Economie sociale et gouvernance
  - L'économie sociale et la reconfiguration de l'Etat
- La date limite pour les inscriptions au tarif préférentiel de 300 Can\$ est le 31 juillet 2007.

Les statuts des entreprises solidaires en question

## Coopératif, associatif ou autre?

En Italie, les coopératives sociales sont nées du fait que les activités économiques que les promoteurs souhaitaient créer rentraient mal dans le cadre du statut associatif. Les coopératives sociales ont un statut d'entreprise; elles favorisent la participation et ne sont pas taxées sur les profits non distribués. La loi votée en 1991 stipule que les „coopératives sociales“ interviennent „dans l'intérêt général de la communauté et pour l'intégration sociale des citoyens“.

Pour la première fois les coopératives peuvent avoir des membres volontaires, sans toutefois que leur nombre excède la moitié de l'ensemble des autres membres: travailleurs, consommateurs et personnes morales, parmi lesquelles peuvent figurer des pouvoirs publics.

Il existe deux types de coopératives sociales: les coopératives de type A de services (sociaux, de santé, d'éducation) et de type B d'intégration (insertion de travailleurs handicapés ou défavorisés). Spectaculaire dans ses résultats puisqu'elle génère 300.000 créations d'emplois dans la dé-

cennie 1990, la référence italienne a servi de modèle pour d'autres pays.

Ainsi en Espagne, trois lois régionales prévoient des coopératives à vocation sociale: en 1983 la Catalogne vote une loi sur les coopératives mixtes d'intégration sociale, en 1985 c'est la région de Valence qui en adopte une et l'Euskadi en 1993; au niveau national une loi de 1999 introduit les coopératives d'initiative sociale pouvant gérer des services d'intérêt collectif ou des services sociaux publics.

Les coopératives de solidarité sociale sont reconnues au Portugal par une loi de 1996 précisée en 1998, elles sont destinées à soutenir des groupes „vulnérables“ (enfants, personnes âgées ou handicapées...) et des familles et communautés défavorisées, les membres effectifs bénéficiaires des services y sont distingués des membres volontaires apporteurs de biens ou services non rémunérés. En 1999 est mis au point un statut de coopérative sociale à responsabilité limitée.

En France la loi sur la société coopérative d'intérêt collectif est

adoptée en 2001. Elles fondent leur dynamique sur le multisociétariat au sein duquel est garantie une égalité juridique entre parties prenantes.

La notion d'entreprise sociale opère une étonnante percée des deux côtés de l'Atlantique. Elle s'amorce aux Etats-Unis avec un accent entrepreneurial puisqu'il s'agit dans de grandes universités (d'abord la Harvard Business School avec la „Social Enterprise Initiative“ lancée en 1993, puis Columbia, Yale, ...) de montrer que l'initiative et la prise de risques ne sont pas réservées à des entreprises lucratives.

Elle se poursuit au Royaume-Uni où le gouvernement lance en 2002 une „Coalition for Social Enterprise“ et une „Social Enterprise Unit“ pour soutenir ces entreprises dont le nombre est estimé à 5.300 avant de créer en 2005 le statut de „community interest company“.

Notons qu'au Luxembourg Objectif Plein Emploi réfléchit, dans le cadre d'un financement européen, à de nouveaux statuts adaptés à la réalité des entreprises solidaires.

Journées d'ouverture de l'Université populaire et citoyenne de Paris

## Il existe une „autre économie“

Inees est également intervenu les 25 et 26 juin lors des Journées d'ouverture de l'Université populaire et citoyenne de Paris organisées par le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) qui lancent un cycle de rencontres sur l'autre économie. Ce colloque international était consacré aux „Innovations socio-économiques“.

plinaire, l'université populaire et citoyenne de Paris - CNAM, se donne pour objet la connaissance de cette autre économie par un cycle de rencontres en 2007-2008.

Cette autre économie fondée sur les solidarités, qui cohabite avec l'économie de marché et l'économie publique, se manifeste en particulier par une multitude

analysées à travers le seul prisme utilitariste. La première journée a ainsi été consacrée à l'examen d'expériences qui reconfigurent les rapports entre économie et solidarité dans les associations, coopératives et entreprises sociales.

- Au niveau théorique, par la prise en compte de conceptualisations qui admettent l'étude de



Le CNAM une vénérable institution parisienne dédiée à la formation tout au long de la vie depuis sa fondation par Henri Grégoire en 1794

L'économie de marché cohabite avec une économie publique et aussi des prestations effectuées sur le registre de la réciprocité et de l'égalité.

Il existe ainsi une „autre économie“ fondée sur les solidarités. A travers une approche pluridisci-

d'innovations socio-économiques.

Ce colloque les a abordé à deux niveaux:

- Au niveau pratique, par la prise en compte de toutes les formes d'entreprises et de logiques économiques qui ne peuvent être

toutes les formes d'agir économique et des cadres institutionnels dans lesquels elles s'exercent. La seconde journée était dédiée à l'apport de Karl Polanyi qui est un auteur majeur pour une nouvelle approche des rapports en économie et société.